



ASSEMBLÉE NATIONALE

8ème législature

Politique monétaire

Question écrite n° 26711

Texte de la question

Reponse. - conditions d'une detente des taux d'interet nominaux et reels. Les taux d'interet eleves observes depuis plusieurs annees constituent une protection contre les risques que l'inflation et l'incertitude de l'evolution des taux de change font courir aux epargnants et detenteurs de capitaux. La stabilisation des marches des changes qui a ete permise par les accords conclus en fevrier (Louvre) et decembre 1987 par les sept principaux pays industrialises, ainsi que le recul de l'inflation en France, ouvrent des perspectives de detente des taux d'interet. Les taux d'interet reels sont actuellement un peu superieurs aux taux allemands : cela correspond a la phase de rattrapage de l'economie allemande en matiere de maitrise de l'inflation, dans laquelle l'economie francaise est engagee. Les tensions observees par moments sur les taux a long terme refletent des anticipations exagerement pessimistes. Les operateurs ne semblent pas avoir une appreciation exacte de la diminution en cours de la difference d'inflation entre la France et l'Allemagne. Les possibilites de baisse des taux d'interet se concretiseront, au fur et a mesure que se confirmera la reduction de l'inflation en France. Il convient toutefois de ne pas se meprendre sur les effets de cette detente. L'opinion selon laquelle le niveau actuel des taux d'interet dissuaderait l'investissement productif ne correspond pas a la realite. Les taux d'interet eleves dissuadent non pas l'investissement mais l'endettement et incitent les entreprises a augmenter leur autofinancement et a reconstituer leurs fonds propres. Cet assainissement en cours des structures financieres des entreprises francaises est la condition du retablissement durable de leur competitivite vis-a-vis de leurs concurrents etrangers, qui n'ont pas subi les annees passees la meme degradation de leur rentabilite. C'est l'amelioration des marges des entreprises et le redressement de leur rentabilite qui leur permet aujourd'hui d'accroitre leurs investissements productifs. Loin d'etre deprimes, ces investissements sont en progression constante. Les previsions economiques qu'a publiees l'OCDE au mois de decembre 1987 soulignent que, sur l'ensemble des trois dernieres annees 1986, 1987 et 1988, la France devrait connaitre une progression des investissements en volume de 10,7 p 100.

Texte de la réponse

Reponse. - conditions d'une detente des taux d'interet nominaux et reels. Les taux d'interet eleves observes depuis plusieurs annees constituent une protection contre les risques que l'inflation et l'incertitude de l'evolution des taux de change font courir aux epargnants et detenteurs de capitaux. La stabilisation des marches des changes qui a ete permise par les accords conclus en fevrier (Louvre) et decembre 1987 par les sept principaux pays industrialises, ainsi que le recul de l'inflation en France, ouvrent des perspectives de detente des taux d'interet. Les taux d'interet reels sont actuellement un peu superieurs aux taux allemands : cela correspond a la phase de rattrapage de l'economie allemande en matiere de maitrise de l'inflation, dans laquelle l'economie francaise est engagee. Les tensions observees par moments sur les taux a long terme refletent des anticipations exagerement pessimistes. Les operateurs ne semblent pas avoir une appreciation exacte de la diminution en cours de la difference d'inflation entre la France et l'Allemagne. Les possibilites de baisse des taux d'interet se concretiseront, au fur et a mesure que se confirmera la reduction de l'inflation en France. Il convient toutefois de ne pas se meprendre sur les effets de cette detente. L'opinion selon laquelle le niveau actuel des taux d'interet dissuaderait l'investissement productif ne correspond pas a la realite. Les taux d'interet eleves dissuadent non pas l'investissement mais l'endettement et incitent les entreprises a augmenter leur autofinancement et a

reconstituer leurs fonds propres. Cet assainissement en cours des structures financières des entreprises françaises est la condition du rétablissement durable de leur compétitivité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers, qui n'ont pas subi les années passées la même dégradation de leur rentabilité. C'est l'amélioration des marges des entreprises et le redressement de leur rentabilité qui leur permet aujourd'hui d'accroître leurs investissements productifs. Loin d'être déprimés, ces investissements sont en progression constante. Les prévisions économiques qu'a publiées l'OCDE au mois de décembre 1987 soulignent que, sur l'ensemble des trois dernières années 1986, 1987 et 1988, la France devrait connaître une progression des investissements en volume de 10,7 p 100.

Données clés

Auteur : [M. Auberger Philippe](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 26711

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie, finances et privatisation.

Ministère attributaire : économie, finances et privatisation.

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 juin 1987, page 3540

Réponse publiée le : 9 mai 1988, page 1995